

Le Monde diplomatique (carnets)
Mardi 21 décembre 2010

L'Union européenne menace la gestion publique de l'eau au Canada

Marc Laimé

Dans un communiqué rendu public le 16 décembre 2010, le Syndicat canadien de la fonction publique appelait à la mobilisation, à quelques semaines du prochain round de négociations entre l'UE et le Canada, qui doit se tenir en janvier 2011 :

" Les systèmes publics d'eau du Canada qui font déjà face à d'énormes défis sont menacés par une importante entente de libre-échange qui est actuellement en négociation entre le Canada et l'Union européenne (UE). "

Un nouveau rapport paru aujourd'hui, Eau publique à vendre : comment le Canada va privatiser nos systèmes publics d'eau (PDF), avertit que l'eau publique du pays de l'érable sera perdue si les provinces et territoires ne prennent pas immédiatement les mesures appropriées pour s'assurer que l'eau soit retirée du cadre des discussions sur la proposition d'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG).

Le rapport du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et du Conseil des Canadiens décrit comment l'AECG aura pour effet de rendre vulnérables à la privatisation les systèmes municipaux publics d'eau de tout le Canada.

À la demande des grandes entreprises européennes à but lucratif du secteur hydraulique, les gouvernements provinciaux et territoriaux envisagent d'inclure l'eau potable et les services de traitement des eaux usées à l'ensemble des services qui seront couverts par l'AECG.

C'est le gouvernement de M. Harper qui leur a demandé de prendre une décision finale dans ce dossier, avant la prochaine ronde de négociation de l'AECG, la sixième, qui doit débiter en janvier à Bruxelles.

" L'AECG est une entente de privatisation de l'eau, affirme Maude Barlow, présidente nationale du Conseil des Canadiens. Notre eau publique est le sujet de négociations qui se déroulent derrière des portes closes. Nous devons agir dès maintenant, sinon un matin nous nous réveillerons et nos systèmes publics d'eau auront tous disparus. "

Le SCFP et le Conseil des Canadiens font appel aux provinces et aux territoires, afin qu'ils affirment leur juridiction et qu'ils mettent l'eau publique canadienne à l'abri du mépris irresponsable affiché par le gouvernement pour cette ressource.

Le rapport souligne que l'AECG aura pour effet d'aggraver les pressions exercées sur les municipalités et les réserves autochtones canadiennes, par le financement public inadéquat et les programmes d'encouragement à la privatisation du gouvernement fédéral, afin qu'elles livrent au marché leurs systèmes d'eau.

" Les Canadiens vouent une grande confiance aux systèmes d'eau et de traitement de l'eau qui appartiennent et sont exploités par le public, explique Paul Moist, président national du SCFP. L'eau et les autres services essentiels - comme les soins de santé, les transports en commun, les services postaux et l'énergie - sont des éléments vitaux de nos collectivités. Cette entente permettra aux plus importantes multinationales du monde de faire des profits avec l'eau du Canada. "

M. Moist demande aux sections locales du secteur des municipalités du SCFP d'agir pour bloquer cette entente, qui est actuellement négociée sans débat public.

Les négociateurs de l'UE demandent également que les municipalités canadiennes et leurs services d'eau soient inclus dans le chapitre de l'entente sur les achats publics. Si c'est le cas, ce sera la première fois que l'eau potable du Canada sera entièrement rattachée à un traité commercial. L'objectif est donc clairement d'encourager la privatisation des systèmes publics d'eau des municipalités canadiennes.

" Les systèmes de distribution de l'eau potable et de traitement des eaux usées sont des actifs communautaires très importants. Les services d'eau potable et de traitement des eaux sont un droit de la personne et une source de vie de collectivités en santé et performantes ", souligne Mme Barlow.

Lire aussi :

Appel à l'action du président du SCFP contre l'AECG, 14 décembre 2010.

" Les Etats-Unis ont soif de l'eau du Canada " (M. L.), Carnets d'eau, 18 avril 2007.

" Quand les Etats-Unis détourneront les ressources du Canada " (carte), par Philippe Rekacewicz, mars 2005.

Contacts :

Greg Taylor : Relations avec les médias, SCFP national (613) 237-1590, poste 393

Matthew Ramsden : Agent de communication (campagnes) (613) 698-5113 (cell)